

Brochure n° 3117

Convention collective nationale

IDCC : 843. – **BOULANGERIE-PÂTISSERIE**
(Entreprises artisanales)
(20^e édition. – Mars 2004)

AVENANT N° 80 DU 19 DÉCEMBRE 2005

RELATIF AU FONDS DE PÉRÉQUATION

NOR : *ASET0650050M*

IDCC : 843

Entre :

La confédération nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie française,

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions suivantes constituent l'avenant n° 80 à la convention collective nationale du 19 mars 1976, ci-après désignée convention collective.

Article 1^{er}

Au 1^{er} janvier 2006, les dispositions du point 3 de l'article 37 *bis* « Fonds de péréquation » de la convention collective sont complétées par les dispositions suivantes : « Il a également pour objet le financement à titre excep-

tionnel d'allocation équivalant à tout ou partie des avantages auxquels auraient eu droit certains salariés s'ils avaient satisfait à toutes les conditions requises à la convention collective et de dossiers présentant un caractère social et humain. Ces dossiers après instruction par les services d'ISICA Prévoyance sont soumis pour décision au comité national paritaire de la boulangerie (CNPB) qui fonctionne au sein d'ISICA et qui a été institué par l'accord paritaire du 22 janvier 1958. Les décisions du CNPB sont souveraines. »

Article 2

Les partenaires sociaux ont décidé de renouveler la désignation pour une durée de 2 ans maximum d'ISICA Prévoyance comme organisme gestionnaire du fonds de péréquation et du FAPS.

En conséquence les dispositions des points 4 et 6 de l'article 37 *bis* ne sont pas modifiées.

Article 3

A compter du 1^{er} janvier 2006, les dispositions du point 5 de l'article 37 *bis* « Fonds de péréquation » sont partiellement modifiées.

Les dispositions suivantes : « Le taux de cotisation du fonds de péréquation est fixé à 0,12 % du salaire brut limité au plafond de la sécurité sociale. » sont supprimées et remplacées par : « Le taux de cotisation du fonds de péréquation est fixé à 0,16 % du salaire brut limité au plafond de la sécurité sociale. »

Fait à Paris, le 19 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)